

PREFET DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION
DES POPULATIONS DES ALPES-MARITIMES
service environnement

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Société RECORD France

Installation de traitement de surfaces
située 544, rue des Trois Moulins, à Antibes

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° 450

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.511-1, L.171-8, L.516-1 et R.516-1;
VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 13254 du 15 décembre 2008 autorisant la société RECORD France à exploiter 544 rue des Trois Moulins, à Antibes, une installation de traitement de surfaces relevant de la rubrique n° 2565-2 de la nomenclature des installations classées ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement référencé 2019_673 du 3 décembre 2019 consécutif à un contrôle de l'installation effectuée le 21 octobre 2019, ce rapport ayant été notifié à la société RECORD France, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de la société RECORD France à la notification susvisée ;

CONSIDERANT qu'à la suite du contrôle du 21 octobre 2019, l'inspection de l'environnement constate, dans son rapport du 3 décembre 2019, que la société RECORD France ne s'est pas acquittée de l'obligation de constituer des garanties financières prévue à l'article 2 de l'arrêté ministériel susvisé du 31 mai 2012 ;

CONSIDERANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RECORD France de respecter les dispositions susvisées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes :

ARRETE

Article 1 :

La société RECORD France dont le siège social est situé 544, rue des Trois Moulins, à Antibes, est mise en demeure, pour la poursuite de l'exploitation de son installation située à la même adresse que son siège social, de respecter les prescriptions ci-après :

	Arrêté ministériel du 31 mai 2012	Délai
Article	Prescriptions	Délai
2	« Les installations classées soumises à autorisation mentionnées au 5° de l'article R.516-1 du même code pour lesquelles l'obligation de constitution de garanties financières démarre au 1 ^{er} juillet 2017 sont les installations listées en annexe II du présent arrêté. »	2 mois

Le délai ci-dessus est à compter de la date de notification du présent arrêté à l'exploitant.

Article 2 : délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Le recours contentieux contre la présente décision peut être formé, par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision :

- soit par voie postale : tribunal administratif de Nice, 18, avenue des Fleurs – 06000 Nice ;
- soit par voie dématérialisée, via l'application « Télérecours » accessible sur le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 4 : publicité - exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société RECORD France et publié sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes pendant une durée minimale de 2 mois.

Une copie sera transmise :

- au secrétaire général de la préfecture,
- au maire d'Antibes,
- au directeur départemental de la sécurité publique,
- à la chef de l'unité départementale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nice, le **09 MARS 2020**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
SG 4502

Philippe LOOS